



**HAL**  
open science

# Le Tiers-Monde, le désarmement et le développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Le Tiers-Monde, le désarmement et le développement. Désarmement et développement, IV (4), 1989. hal-03277612

**HAL Id: hal-03277612**

**<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03277612>**

Submitted on 4 Jul 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le Tiers-Monde, le désarmement et le développement

Jacques Fontanel

Médecine et Guerre Nucléaire

4<sup>e</sup> trimestre 1989.

Résumé : Les efforts de l'ONU en faveur du désarmement pour le développement sont importants dans le cadre d'une économie mondiale aux fortes disparités sociales et concernée par une course aux armements entre les grandes puissances. Cette situation est humainement difficile à accepter compte tenu du potentiel de richesses dans le monde entier et de la précarité des situations de paix. Deux questions fondamentales interpellent l'économiste concernant la militarisation du monde. Les dépenses militaires mondiales participent-elles activement au sous-développement des pays du tiers monde ? Un processus de désarmement est-il susceptible de favoriser le développement économiques et si oui dans quelles conditions ? Il faut ajouter que tout processus de désarmement ne peut s'engager que si les forces en présence sont toujours en mesure de s'annihiler par un équilibre des forces fondé non pas sur la comparaison des dépenses militaires, mais sur l'état réel des forces militaires en présence.

The UN's efforts to promote disarmament for development are important in the context of a global economy with strong social disparities and an arms race between the major powers. This situation is humanly difficult to accept, given the potential for wealth throughout the world and the precariousness of peace situations. Two fundamental questions challenge the economist regarding the militarisation of the world. Is global military expenditure actively contributing to the underdevelopment of third world countries? Is a disarmament process likely to promote economic development and if so, under what conditions? It should be added that any disarmament process could only be undertaken if the forces involved are still able to annihilate each other through a balance of power based not on the comparison of military expenditure, but on the actual state of the military forces involved.

Mots clés : Tiers-Monde, Désarmement, Développement économique, Sécurité internationale, FIDD.

Third World, Disarmament, Economic Development, International security, IDFD

Le mythe du tiers monde uni date de la Conférence de Bandung et il s'est développé avec la revendication d'un nouvel ordre économique international. En matière de développement, aucune situation n'est jamais acquise. Il y a eu des reclassements qui font que le Japon, encore considéré comme un pays en voie de développement en 1950, est devenu le premier créancier mondial, alors que le Chili et l'Argentine, promis depuis longtemps au développement, ont connu une stagnation et des crises économiques violentes. Le tiers monde se présente donc comme un groupe d'intérêt de ceux qui, historiquement, font partie des pays les plus pauvres, quand bien même certains de ses citoyens seraient des cadres dorénavant bien nantis. Le développement selon François Perroux, c'est de nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves. En effet, les facteurs socio-économiques sont au moins aussi importants pour définir le développement d'un pays que les seules variables quantitatives de l'économie. Ainsi, les libertés politiques, les droits de l'homme et la répartition plus équitable des droits des citoyens et des travailleurs constituent des indicateurs fondamentaux du degré de développement d'un pays.

Par contre, en matière d'armement, le tiers monde est impuissant devant le clivage Est-Ouest dont il épouse souvent les conflits politiques et armés. Comme les dépenses militaires ont souvent été perçues par les gouvernements du Sud comme un instrument essentiel de leur indépendance et de leur souveraineté nationale, elles ont considérablement augmenté participant ainsi activement à l'essor de la course aux armements. Pour le SIPRI, les dépenses militaires des PVD en 1985 représentaient 18,6% des dépenses militaires mondiales, contre 16,2% en 1976.

Les conflits économiques du développement sont aussi meurtriers que les conflits militaires. La défense d'un pays n'est pas réductible à la seule sphère militaire. Notamment, l'unité est le premier système de défense d'un pays. Dans un monde sans Etat, les dépenses militaires seraient probablement considérées comme inutiles, mais elles seraient remplacées par les dépenses de police et d'administration du monde. On peut se demander si les dépenses consacrées au secteur militaire ne sont pas partiellement incompressibles, du fait d'une forte substitution

entre les dépenses de police et les dépenses de défense, les unes et les autres servant globalement à la gestion et au règlement des relations entre les hommes et entre les collectivités.

Au fond, deux questions fondamentales interpellent l'économiste concernant la militarisation du monde.

1) Les dépenses militaires mondiales participent-elles activement au sous-développement des pays du tiers monde ?

2) Un processus de désarmement est-il susceptible de favoriser le développement économiques et si oui dans quelles conditions.

### **Les dépenses militaires comme facteur du sous-développement**

Les dépenses militaires ont été probablement un facteur important de sous-développement et il existe en permanence de l'influence des grandes puissances sur les conflits du tiers monde. Le tiers monde est un enjeu économique et militaire, qui s'est concrètement exprimé par la colonisation et les conflits militaires. La colonisation est souvent considérée comme la raison essentielle du sous-développement, car historiquement elle a provoqué notamment l'extension des cultures d'exportation aux dépens des cultures vivrières, l'exploitation minière, la dégradation des termes de l'échange, la construction de voies de communication spécialisées tournées vers la métropole, la destruction des artisanats locaux par la concurrence des produits manufacturés et la mise en place de frontières nationales aberrantes.

La domination des grandes puissances s'est exprimée par une intervention dans les sphères d'influence (doctrine Monroe pour L'Amérique, les interventions militaires de Saint Domingue ou de Grenade par les Etats-Unis, les actions militaires de Djibouti, au Zaïre ou au Tchad pour la France, l'invasion de l'Afghanistan pour l'URSS) et l'expression guerrière des conflits Est-Ouest localisée dans les pays du tiers monde (Corée, Vietnam, notamment). En outre, les conflits civils (Biafra, Liban), les guerres inter étatiques (Inde-Pakistan ; Iran-Irak) et l'émergence de puissances régionales (Israël, Afrique du Sud, Cuba, Libye, Vietnam) sont apparues comme des freins puissants au développement économique des pays les plus pauvres.

Même en l'absence de conflits armés, les dépenses militaires ne semblent pas exercer des effets positifs sur le développement. Ainsi, la fameuse étude de Benoit selon laquelle l'effort militaire

favoriserait la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays du Sud et de constituerait pas un obstacle à leur développement a été fortement contestée aussi bien sur la forme que sur le fond. L'impact des dépenses militaires sur la croissance dépend de l'»utilisation effective des capacités productives des économies nationales. En termes de coûts d'opportunité, les investissements civils sont a priori plus favorables au développement économique. En outre, il existe une relation assez générale de substitution entre l'investissement et les dépenses militaires, qui peut cependant être infirmée en cas d'acceptation collective de l'effort financier de la défense. La plupart des études économétriques mettent en évidence les effets négatifs des dépenses militaires sur la croissance économique à court terme des pays en voie de développement.

La production d'armes est souvent conçue comme un impératif de sécurité nationale. Les Etats peuvent maintenir les productions de matériels militaires, même si elles ne sont pas financièrement rentables en temps de paix. Sur un marché des armes en crise, il est probable que les importations d'armements ont un coût inférieur à celui des matériels similaires produits nationalement. En outre, sans un bon système national de recherche-développement, la sécurité des pays est constamment menacée, à moins d'être couverte par une alliance militaire. La compétition technologique n'a pas de fin et elle accélère l'obsolescence.

C'est pourquoi les pays en voie de développement peuvent difficilement revendiquer leur indépendance économique, car ils sont amenés à se procurer les licences étrangères, souvent technologiquement déjà dépassées, pour les matériels essentiels à leur défense. Dans ces conditions, la production nationale peut aller à l'encontre même de la sécurité nationale. D'un point de vue économique, contrairement à ce qui a souvent été avancé, les industries d'armement n'économisent guère les ressources rares et elles n'exercent pas les effets industrialisants souhaités.

L'industrie d'armement ne promeut pas réellement la croissance économique et encore moins l'intégration industrielle car, empiriquement, les effets multiplicateurs sont relativement faibles, compte tenu du divorce qui existe entre les activités civiles et les activités militaires, du fait du secret défense et de la désarticulation des économies les moins développés. Les

inconvénients de la production nationale d'armement sur le développement économique des pays du tiers monde sont très importants, notamment la dépendance économique par l'exportation des armes nécessaires à l'obtention des économies d'échelle, l'inadaptation contemporaine de la technologie militaire à la technologie civile et l'importance des coûts d'opportunité de l'utilisation de personnels très qualifiés dans le secteur militaire au détriment du secteur civil.

Le monde contemporain de coexistence de deux systèmes économiques de nature antagoniste semble plutôt accréditer l'idée d'un conflit continu, de la paix armée, à la menace de guerre nucléaire, en passant par les guerres locales ou les mesures économiques de rétorsion. L'économie elle-même apparaît souvent comme un arme, par l'exercice des embargos, du protectionnisme ou du potentiel économique consacré à la puissance de la nation. Il est en effet impossible, sur une longue période, de créer les conditions de la sécurité nationale sans une économie forte, à la fois pour rendre acceptable à la population l'effort d'armement et pour se doter des vecteurs militaires ou civils adéquats pour résoudre à son profit un conflit éventuel. Dans ces conditions, les pays en développement sont très défavorisés par leur faible capacité de production et de défense.

Une réduction des dépenses militaires ou un désarmement n'ont pas seulement pour incidence éventuelle l'amélioration des résultats macroéconomiques des pays concernés, ils modifient aussi la répartition des avantages de la croissance, ils redistribuent partiellement les cartes de la compétitivité internationale et donc ils transforment certains équilibres fragiles avec les tensions parfois insupportables que supposent les périodes de transition. Dans ces conditions, un désarmement pour le développement aussi utile soit-il en soi pour l'ensemble de l'humanité doit être engagé avec prudence.

### **Le désarmement comme facteur de développement**

En 1989, plus de 1000 milliards de dollars de dépenses militaires sont prévus. Ces estimations sont très grossières, car les dépenses militaires réelles des Etats sont mal connues. Le secret militaire, les définitions hétérogènes et les difficultés techniques des comparaisons intertemporelles et internationales limitent la qualité et l'utilisation des informations disponibles. L'effort militaire absorbe 6% de la richesse produite

annuellement dans le monde, mais les dépenses nucléaires ne dépassent pas 12% de ces dépenses militaires globales, soit 0,7% du PIB global mondial.

Ainsi, une réduction des dépenses militaires de l'ordre de 10% n'est applicable que si elle concerne plusieurs types d'armement. Plus de 50 millions de personnes sont employées directement dans l'effort militaire et 40 millions d'individus exercent une activité en rapport étroit avec les nécessités de la défense nationale. Plus de 500.000 scientifiques de haut niveau travaillent essentiellement pour le secteur militaire et la recherche-développement mondiale, fortement dominée par les Etats-Unis, l'URSS, la RFA, la France, le Royaume-Uni et le Japon (plus de 90 % de la recherche mondiale, hors Chine), est financée pour plus du quart des sommes investies par le secteur militaire.

L'idée selon laquelle les dépenses militaires constituent un détournement inadmissible des ressources disponibles pour le bien de l'humanité est inscrite dans la Charte des Nations Unies. Dans la lignée de la réflexion mercantiliste, les dépenses militaires sont analysées comme un facteur important des relations internationales, notamment dans la détermination des effets de domination et de l'impérialisme. Selon la théorie marxiste, la croissance des dépenses militaires est une nécessité du système d'économie de marché, en vue de lutter contre les contradictions internes inhérentes au mode de production capitaliste.

Dans une étude célèbre dévoilée par Galbraith, des experts américains se sont interrogés sur l'utilité des guerres et ils ont conclu à l'importance des fonctions des conflits armés, notamment pour la stabilité de l'économie nationale et des gouvernements américains. Ils ont considéré que l'effort militaire, en stérilisant une partie du surplus économique et en améliorant l'unité nationale, était une condition nécessaire à la puissance et au développement économique des Etats-Unis. Les substituts à la guerre n'existent pas vraiment. Le gaspillage organisé est nécessaire à la pérennité du système politique américain. Enfin, l'idée selon laquelle les conflits s'expriment aussi avec des armes économiques renforce l'hétérogénéité de l'analyse économique des dépenses militaires et la rend encore plus contestable. Au fond, un désarmement sans éradication des causes qui fondent la course aux armements est probablement voué à l'échec, sauf à limiter son ambition au très délicat concept

de réduction des dépenses militaires ou à la suppression du surarmement.

Les dépenses militaires satisfont le besoin de sécurité d'une collectivité nationale contre les menaces extérieures. Le rôle des dépenses militaires est alors contradictoire : si elles empêchent les conflits par la dissuasion à l'agression extérieure elles participent directement à l'amélioration du bien-être des populations (au même titre que les dépenses de police et de justice pour la sécurité interne), mais elles sont aussi des facteurs et des vecteurs de guerre, et dans ce contexte, elles sont anti économiques en détruisant sans contrepartie. Cependant, l'augmentation des dépenses militaires de deux Etats ennemis conduit souvent à un simple maintien de la sécurité internationale. Dans ces conditions, une réduction négociée des dépenses militaires entre les deux pays pourrait être envisagée, puisque le besoin de sécurité supplémentaire des deux pays n'est pas satisfait. C'est dans ce contexte que peut se situer une négociation sur le désarmement pour le développement, puisqu'à sécurité égale, les réductions des dépenses militaires sont susceptibles d'améliorer le développement économique des deux pays.

Il existe quatre obstacles fondamentaux à la réduction des dépenses militaires : la méfiance et l'absence de volonté politique des Etats, la représentativité imparfaite des dépenses militaires comme indicateur des forces en présence, le secret des informations statistiques et budgétaires concernant le secteur de la défense dans tous les pays, selon des degrés d'intensité d'ailleurs très variables, et le danger d'une réduction des dépenses militaires qui ne chercherait pas à limiter les causes de la course aux armements. Cependant, le désarmement négocié sans prolongement dans le domaine économique et social aurait un avenir très incertain, puisqu'il pourrait conduire à de nouvelles inégalités et à l'apparition des tensions propres aux périodes de mutation, créant ainsi les conditions d'un réarmement progressif.

Pour Léontieff et Duchin, un désarmement pour le développement est une procédure intéressante. Avec leur modèle économétrique mondial, ils mettent en évidence le fait qu'une mesure de désarmement aurait un effet positif pour l'ensemble des régions du monde et que les transferts de ressources augmenteraient très sensiblement la consommation et le PIB par habitant des pays arides d'Afrique, des pays d'Asie à



faibles revenus ou de l'Afrique tropicale, mais ces résultats pour spectaculaires qu'ils soient pour les pays sous-développés faiblement peuplés, n'en sont pas moins faiblement significatifs.

D'autres études économétriques convergent vers les mêmes conclusions. S'il est vrai qu'à long terme le désarmement est un facteur positif pour le développement économiques de toutes les nations, à court terme il soulève des difficultés de conversion macroéconomiques et sectorielles importantes. Pour les pays en voie de développement qui n'ont pas d'industries d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires qui n'est pas compensée par une dépense au moins égale dans le maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs, même à court terme, car elle favorise l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et les régions directement ou indirectement concernées par les activités de l'armement. A long terme, les effets devraient être positifs, si la régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement ne conduit pas à des effets de récession irréversible, notamment en matière de conversion d'activité.

L'idée de création d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement (FIDD) n'est pas nouvelle et elle a fait l'objet de nombreuses propositions et études qui ont échoué politiquement. La création d'un FIDD serait pourtant symbolique, elle exprimerait le refus des Etats d'utiliser volontairement le secteur militaire à des fins de développement économique national basé sur la puissance des armes et les effets directs ou indirects des effets de domination militaire. Si le désarmement devrait avoir des effets positifs sur le développement économique, il n'en reste pas moins nécessaire de maintenir l'équilibre en matière de sécurité internationale. Le transfert des ressources des pays riches vers les pays pauvres semble, a priori, une mesure intéressante pour réduire les inégalités de développement et les antagonismes étatiques. Cependant, il existe des écueils à éviter, à la fois pour les pays développés et pour les pays en développement et dans la relation entre désarmement et développement.

Pour les pays développés, les contrats militaires et les industries d'armement créent des avantages acquis qui sont, politiquement et économiquement, difficiles à remettre en cause.

Le désarmement risque de provoquer, à court terme, une augmentation du sous-emploi, des restructurations industrielles et territoriales parfois douloureuses, et des réductions de revenus et de salaires. Changer une entreprise de fabrication de tanks en une entreprise de camions tous terrains est certainement possible technologiquement, mais il se posera alors le problème critique du coût des produits et de l'existence d'un marché adéquat. Ce n'est pas parce que l'on sait transformer une production d'avions militaire en avions civils que l'on est capable de développer simultanément un marché déjà bien engorgé. En outre, il est peu probable que les gouvernements des grandes puissances acceptent de reconnaître que la répartition des richesses est trop injuste et que les pays développés doivent céder une partie de leur richesse pour le bien-être des pays les plus pauvres. Ce qui serait pourtant un acte politique d'une importance majeure.

Il faut que les pays en voie de développement évitent que le transfert ne soit, au total, paupérisant. Un transfert reçu peut ne pas favoriser le développement économique s'il est confisqué par un groupe social particulier qui décide de l'affecter à des emplois improductifs pour le pays (exportations de capitaux, biens de luxe importés, effets de démonstration, etc.). Autrement dit, un transfert n'a d'intérêt économique pour un pays que s'il s'incarne dans des activités fortement productives. En outre, un transfert de ressources peut être l'occasion de nouveaux marchés pour les pays développés et d'une nouvelle dépendance pour les pays en développement. Si le transfert se fait en monnaie inconvertible, le pays receveur doit nécessairement se fournir dans le pays donateur, qui peut en profiter pour réintroduire des flux d'échanges inégaux. Si le transfert se fait en nature, il n'est pas évident que le produit concerné satisfasse les besoins de développement des pays receveurs; par exemple, si l'aide s'effectue sur une marchandise directement ou indirectement en concurrence avec l'industrie nationale, à terme, le résultat peut être très négatif pour le tiers monde, d'autant que chaque produit et service charrie une culture et les valeurs dominantes de la société pour laquelle il a été créé.

Si les facteurs économiques sont importants dans le concept de désarmement pour le développement, les contraintes stratégiques et politiques apparaissent déterminantes. En effet, le niveau des dépenses militaires est un indicateur très imparfait de la puissance d'un pays. Les mêmes dépenses conduisent à des

situations de sécurité très différentes en fonction de la situation géographique des Etats, des accords internationaux de limitation des armements ou du « bang for a buck » différent selon les types d'armes choisis. Ainsi, réduire de 10% les dépenses militaires deux pays à dépenses équivalentes ne conduit pas nécessairement à une réduction homothétique des forces. C'est pourquoi un accord financier sur la réduction des dépenses militaires implique aussi une réflexion stratégique sur l'évolution comparée des forces. Au niveau politique, l'idée d'un désarmement pour le développement ne doit pas simplement être un instrument de négociation sans portée opérationnelle. En fait, ce qui manque fondamentalement dans cet exercice, c'est la volonté politique des grandes puissances à réduire leur potentiel militaire.

Si les rapports Brandt, Palme et Thorsson condamnent l'utilisation des fonds publics dans le secteur militaire au détriment de la santé et de l'éducation publiques, les études économétriques de vérification de la relation négative entre les dépenses de santé et les dépenses militaires fournissent des résultats contradictoires. Pour les pays en voie de développement, les pays les moins militarisés sont aussi ceux qui dépensent proportionnellement le moins en matière de santé et d'éducation. En outre, il n'y a guère de retombées sur les infrastructures publiques civiles à la suite des efforts financiers de réduction des dépenses militaires.

Les relations entre les dépenses militaires et les pays en développement sont plus complexes qu'une analyse superficielle pourrait le supposer. Il faut se méfier des évidences. Si au niveau global il est indubitable que les pays en développement supportent le fardeau de leur armement, la suppression de ceux-ci peut avoir des effets militaires et économiques irréversibles aggravant incontestablement leur situation de pauvreté si leur vulnérabilité limite leur résistance à l'éternelle prédation des plus forts. Il est erroné de dire que tout processus de désarmement conduit à une amélioration du bien-être collectif, il peut même être l'occasion d'une régression généralisée s'il s'accompagne d'une domination politique, militaire et économique d'un autre pays ou d'un développement insoutenable des inégalités sociales.

Cependant, la valeur symbolique du lien entre désarmement et développement par le canal de la création d'un Fonds International de désarmement pour le développement est

considérable. Elle mettrait en évidence la volonté des Etats à traiter ensemble des deux problèmes cruciaux de notre époque : la crise économique récurrente et la course aux armements. Il s'agirait d'un premier pas, peut-être décisif, pour chercher collectivement des solutions concrètes à l'une et à l'autre.

### Bibliographie

Benoit, E. (1978), Defence and economic growth in developing countries, *Economic Development and Cultural Change*, 26.

Brandt, W. and al. (1980), *North-South, a programme for survival*, Independent Commission on International Development Issues.

Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), Military Expenditure Comparisons, in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan, London, 1987.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), Le désarmement pour le développement, Vol 19, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale.

Deger, S., Smith, R. (1986), Military expenditures in third world : the economic effects. Routledge & Keegan.

Fontanel, J. (1979), *Ecologie, Economie et Plurigestion*, Edition Entente, Paris.

Fontanel, J. (1982), Military Expenditures and Economic Growth (France, Morocco), *Report for United Nations*.

Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.

Fontanel, J., Smith, R. (1985), L'effort économique de défense, *Ares, Défense et Sécurité*, Supplément n° 4

Fontanel, J., Smith, R. (1985), Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*.

Fontanel, J. (1985) Introduction à l'effort économique de défense, *Arès, Défense et sécurité*.

Fontanel, J. (1985), L'effort économique de défense, *Arès, Défense et sécurité*.

Fontanel, J., Saraiva-Drummond, J. (1986), L'industrie d'armement comme vecteur du développement économique, *Etudes Polémologiques*, n° 40,

Fontanel, J. (1987), A note on the International Comparison of Military Expenditures, *The economics of military expenditures*. Palgrave MacMillan,

Fontanel, J. Smith, R. (1987), The creation of an International Disarmament Fund for Development, *Defence, Security and Development*, Frances Pinter,

Fontanel, J. (1989) *L'armement et la santé dans les pays du Tiers-Monde*, International Physicians for the Prevention of Nuclear War, Montréal, 1988,

Fontanel, J. (1989), Désarmement et pays en voie de développement, *Informations et Commentaires*, n° 68, Juillet-Septembre 1989

Galbraith, J.K. (1984), *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann Levy. Paris.

Leontiev, W., Duchin, F. (1983), *Military spending. Worldwide implications and future outlook*, Oxford University Press.

Martin, S., Smith, R., Fontanel, J. (1987), Time-series estimates of the macroeconomic impact of Defence spending in France and Britain. in *Peace, Defence and Economic Analysis*, Mac Millan, London, 1987.

Palme, O. and al (1982), *Common security*, Simon and Schuster, N.Y.

Richardson, L.F. (1960), *Arms and insecurity*, Benwood.

Royer, J. (1985), *Long-term employment impact of disarmament policies*, ILO, December.

Schmidt, C., Blackhany, F. (1987) *The Economics of Military Expenditures*, Mac Millan, London.

Smith, R. P., Humm, A. and Fontanel, J. (1987) Capital-labour substitution in defence provision, *Defence, Security and Development*, Frances Pinter.

Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The Economics of Exporting Arms, *Journal of Peace Research* 2(3).

Thorsson ; I. (1984), *In pursuit of disarmament*, Report, Stockholm.

UNIDIR (1986), *Establishment of an International Disarmament Fund*, UNIDIR, Geneva, November.

UNO (1981), *Study on the relationship between disarmament and development*, New York, ONU.

Varas, A. (1983), Military spending and defence in Latin America, *Journal of Developing Areas*. 18.